

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

27 janvier 2011

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**relative à la lutte contre la violence
quotidienne envers les enfants
dans les pays en développement**

(déposée par M. Christian Brotcorne)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

27 januari 2011

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**inzake de strijd tegen dagelijks
geweld tegen kinderen
in ontwikkelingslanden**

(ingediend door de heer Christian Brotcorne)

N-VA : Nieuw-Vlaamse Alliantie PS : Parti Socialiste MR : Mouvement Réformateur CD&V : Christen-Democratisch en Vlaams sp.a : socialistische partij anders Ecolo-Groen! : Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen Open Vld : Open Vlaamse liberalen en democraten VB : Vlaams Belang cdH : centre démocrate Humaniste LDD : Lijst Dedecker PP : Parti Populaire	
<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i> DOC 53 0000/000: Document parlementaire de la 53^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif QRVA: Questions et Réponses écrites CRIV: Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte) CRABV: Compte Rendu Analytique (couverture bleue) CRIV: Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon) PLEN: Séance plénière COM: Réunion de commission MOT: Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i> DOC 53 0000/000: Parlementair document van de 53^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer QRVA: Schriftelijke Vragen en Antwoorden CRIV: Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft) CRABV: Beknopt Verslag (blauwe kaft) CRIV: Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft) PLEN: Plenum COM: Commissievergadering MOT: Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)
<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i> Commandes: Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.laChambre.be e-mail : publications@laChambre.be	<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i> Bestellingen: Natieplein 2 1008 Brussel Tel. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.deKamer.be e-mail : publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de résolution reprend le texte de la proposition de résolution DOC 52 2344/001.

La violence est une réalité quotidienne pour des millions d'enfants. Chaque jour, dans le monde, des enfants sont victimes de violences à la maison, à l'école et dans leur quartier, là où ils devraient pourtant se sentir le plus en sécurité.

On estime que, chaque année, 40 millions d'enfants sont victimes de maltraitance:

— quatre enfants sur cinq subissent des châtiments corporels à la maison et, pour trois enfants sur dix, il s'agit de châtiments corporels très sévères;

— au moins un enfant sur cinq a subi des actes de maltraitance verbale ou physique durant les trente jours écoulés;

— 150 millions de filles et 73 millions de garçons de moins de 18 ans ont été victimes un jour d'actes de violence sexuelle¹.

Le travail des enfants, la traite des enfants, la prostitution infantile ainsi que l'utilisation d'enfants-soldats sont des formes extrêmes de violence inacceptables. Ces violations des droits de l'enfant n'ont donc pas manqué ces dernières années d'alerter, à bon droit, les médias et l'opinion publique, et ont bénéficié d'un surcroît d'attention dans le cadre de la politique de coopération au développement. Toutefois, il ne faudrait pas que l'attention ainsi accordée à ces violations extrêmes des droits de l'enfant ait pour effet de laisser subsister en toute impunité d'autres formes de violence moins extrêmes et moins spectaculaires qui, bien que nettement moins mises en lumière, touchent beaucoup plus d'enfants et sont tout aussi néfastes pour leur développement.

À cet égard, le professeur Paulo Sergio Pinheiro, qui est l'auteur de l'étude des Nations Unies sur la violence contre les enfants, précise qu'au cours de la dernière décennie, certaines formes de violence infligées aux enfants, comme l'exploitation sexuelle et la traite des enfants, et l'impact des conflits armés sur les enfants, ont provoqué une vague d'indignation dans le monde entier. L'attention accordée à ces situations extrêmes a contribué à faire en sorte que les intérêts

¹ Étude des Nations Unies sur la violence contre les enfants, 2006.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel van resolutie neemt de tekst over van voorstel van resolutie DOC 52 2344/001.

Geweld is voor miljoenen kinderen een dagelijkse realiteit. Elke dag opnieuw worden kinderen wereldwijd het slachtoffer van geweld juist daar waar ze het meest veilig zouden moeten zijn: thuis, op school en bij hen in de buurt.

Elk jaar worden naar schatting 40 miljoen kinderen mishandeld:

— vier op vijf kinderen krijgen thuis lijfstraffen; drie op tien kinderen krijgen thuis zeer zware lijfstraffen;

— minstens één op vijf kinderen werden in de laatste 30 dagen verbaal of fysiek mishandeld;

— 150 miljoen van de meisjes en 73 miljoen van de jongens onder 18 jaar zijn ooit het slachtoffer geworden van seksueel geweld¹.

Extreme uitwassen van geweld zoals kinderarbeid, kinderhandel en prostitutie en het gebruik van kindsoldaten zijn onaanvaardbaar. Daarom zijn deze schendingen de jongste jaren terecht sterk onder de aandacht gekomen van media, publieke opinie en het ontwikkelingsbeleid. De aandacht voor deze extreme kinderrechtenschendingen mag er echter niet toe leiden dat het minder extreme en minder spectaculaire geweld, dat veel minder belicht wordt, maar veel meer kinderen treft en evenzeer nefast is voor de ontwikkeling van kinderen, ongestoord kan blijven bestaan.

In dit opzicht, stelt professor Paulo Sergio Pinheiro, auteur van de *United Nations Study on Violence Against Children*, wat volgt:

“Bepaalde vormen van geweld tegen kinderen zoals seksuele uitbuiting en kinderhandel en de impact van gewapende conflicten op kinderen hebben het laatste decennium internationale verontwaardiging opgeleverd.

¹ *United Nations Study on Violence Against Children*, 2006.

des enfants occupent désormais une place prioritaire dans les agendas internationaux. Il n'en reste pas moins, selon lui, que les actes de violence envers les enfants suscitent un intérêt qui reste limité et très fragmenté. C'est ainsi que dans les débats internationaux, la violence à l'égard des enfants à la maison, dans les écoles, dans les institutions et au sein de la société en général, est en grande partie ignorée.

Tout acte de violence à l'égard des enfants est inacceptable: qu'il soit d'une violence extrême ou d'une violence plus ordinaire, qu'il soit inspiré par d'éventuelles considérations éducatives ou dicté par de bonnes intentions, il constitue dans tous les cas une atteinte aux droits de l'enfant. De plus, ce sont souvent les mêmes facteurs qui sont à l'origine d'actes de violence extrême et moins extrême envers les enfants: la pauvreté, l'accès limité à l'enseignement, les inégalités liées au genre, le poids des traditions, etc.

Plutôt que d'adopter, dans la lutte contre la violence à l'égard des enfants, une approche essentiellement catégorielle, centrée sur des aspects spécifiques de la violence, comme l'utilisation d'enfants-soldats, la traite des enfants ou le travail des enfants, il importe de créer (conformément à l'article 62 de la note stratégique "Respect des droits de l'enfant") des "environnements protecteurs" pour les enfants. Par la coordination, la sensibilisation, le renforcement des institutions et la collecte de données, il est possible de créer un environnement protecteur pour tous les enfants et contre toutes les formes de violence. Une telle approche globale est non seulement compatible avec une approche des droits de l'enfant dans la lutte contre la violence, mais elle permet aussi une affectation plus efficace des moyens. En effet, elle évite la juxtaposition de projets et de programmes axés sur des aspects spécifiques de la violence puisque la lutte contre un problème de violence spécifique s'inscrit alors dans un système global de protection.

La violence: un problème occulté

La violence à l'égard des enfants est un problème qui apparaît rarement au grand jour. Seule une partie très limitée de la violence à l'égard des enfants est effectivement signalée et une partie encore plus restreinte fait l'objet d'investigations. En effet, de nombreux pays sont dépourvus de structures (comme les centres de confiance) permettant le signalement des actes de violence commis à l'égard des enfants et, là où de telles structures existent, l'ampleur du problème est sous-estimée par définition.

L'usage de la violence à l'égard des enfants relève souvent de coutumes et de traditions culturelles et

De l'attention pour ces situations extrêmes a également contribué à ce que les intérêts des enfants soient plus élevés sur l'agenda international. Néanmoins, l'attention pour la violence contre les enfants est limitée et très fragmentée. La violence contre les enfants à domicile, à l'école, dans les institutions et dans la société en général est largement ignorée.

La violence contre les enfants est toujours inacceptable: qu'il s'agisse d'une violence extrême ou d'une violence plus ordinaire, qu'elle soit inspirée par des considérations éducatives ou dictée par de bonnes intentions, elle constitue dans tous les cas une atteinte aux droits de l'enfant. De plus, ce sont souvent les mêmes facteurs qui sont à l'origine d'actes de violence extrême et moins extrême envers les enfants: la pauvreté, l'accès limité à l'éducation, les inégalités liées au genre, le poids des traditions, etc.

Plutôt que d'adopter, dans la lutte contre la violence à l'égard des enfants, une approche essentiellement catégorielle, centrée sur des aspects spécifiques de la violence, comme l'utilisation d'enfants-soldats, la traite des enfants ou le travail des enfants, il importe de créer (conformément à l'article 62 de la note stratégique "Respect des droits de l'enfant") des "environnements protecteurs" pour les enfants. Par la coordination, la sensibilisation, le renforcement des institutions et la collecte de données, il est possible de créer un environnement protecteur pour tous les enfants et contre toutes les formes de violence. Une telle approche globale est non seulement compatible avec une approche des droits de l'enfant dans la lutte contre la violence, mais elle permet aussi une affectation plus efficace des moyens. En effet, elle évite la juxtaposition de projets et de programmes axés sur des aspects spécifiques de la violence puisque la lutte contre un problème de violence spécifique s'inscrit alors dans un système global de protection.

Geweld: een verborgen probleem

Geweld tegen kinderen is vaak een verborgen probleem. Slechts een heel beperkt deel van het geweld tegen kinderen wordt effectief gerapporteerd, nog minder onderzocht. In grote delen van de wereld zijn er immers geen systemen (zoals vertrouwenscentra) waar geweld tegen kinderen gerapporteerd kan worden. Waar deze systemen wel bestaan onderschatten ze per definitie de omvang van het probleem.

Het gebruik van geweld tegen kinderen is vaak een onderdeel van traditionele, culturele en

éducatives. Il est encore trop souvent admis socialement, et il y a même de nombreux pays où il n'est pas interdit par la loi. Les personnes qui infligent quotidiennement des actes de violence aux enfants sont souvent des membres de la famille, comme les parents, et/ou des connaissances comme des enseignants, des camarades, des animateurs de jeunesse, des voisins. Les adultes comme les enfants ne sont pas toujours bien conscients que la violence constitue dans tous les cas une atteinte aux droits de l'enfant.

En outre, il arrive fréquemment que les enfants victimes d'actes de violence et les adultes qui en sont les témoins n'osent pas dénoncer la situation par peur des conséquences ou parce que la violence est un sujet tabou. Ils craignent de subir les représailles des auteurs des actes de violence ou de voir leur situation s'aggraver. Il peut arriver aussi que les victimes et les témoins se taisent par loyauté envers les coupables ou envers la communauté et/ou par tradition.

Enfin, dans les pays où il existe déjà des structures permettant de signaler les cas de violence envers les enfants, celles-ci sont souvent méconnues ou ne sont pas suffisamment accessibles aux enfants et aux jeunes. De plus, les enfants des familles plus précarisées ou des minorités, les enfants orphelins ou les enfants des régions rurales ont généralement un accès encore plus réduit à de telles structures de signalement.

La violence: une violation universelle des droits de l'enfant

Il n'existe pas de société sans violence. Toutefois, sous l'influence de certains facteurs, certaines sociétés connaissent davantage de violence que d'autres. C'est le cas des sociétés caractérisées par la pauvreté, un chômage élevé, des conditions de logement précaires, un accès plus limité à l'enseignement et des équipements sociaux moins nombreux.

Le revenu, le niveau de formation et les méthodes d'éducation des auteurs potentiels d'actes de violence jouent un rôle important, tout comme les modèles comportementaux issus des traditions dominantes, les modèles culturels, certains stéréotypes et attitudes à l'égard des enfants (par exemple celle qui consiste à interdire aux enfants de contredire les adultes).

La violence à l'égard des enfants se caractérise aussi par une importante dimension du genre. C'est ainsi que les filles et les garçons sont confrontés à des formes de violence différentes. Si les garçons sont davantage victimes d'actes de violence physique, les filles sont, quant à elles, davantage confrontées à la violence

opvoedkundige gewoontes. Het is nog te vaak sociaal aanvaard en in vele landen zelfs niet altijd bij wet verboden. De daders van dagelijks geweld tegen kinderen zijn in veel gevallen familieleden en/of bekenden: ouders, leerkrachten, kameraden, jeugdleiders, burens. Volwassenen noch kinderen staan erbij stil dat geweld altijd een inbreuk vormt op de rechten van kinderen.

Daarnaast durven veel kinderen, maar ook volwassenen die getuige zijn van geweld tegen kinderen dit niet te rapporteren uit angst voor de gevolgen of omdat spreken over geweld taboe is. Ze zijn bang voor represailles van de daders, ze vrezen dat hun situatie er door zal verergeren of men durft uit loyaliteit jegens de daders of de gemeenschap en/of traditie geen aangifte te doen.

Als er ten slotte al systemen bestaan om geweld tegen kinderen te rapporteren dan zijn die vaak onbekend of zijn ze onvoldoende toegankelijk voor kinderen en jongeren. Bovendien hebben kinderen van armere gezinnen, minderheden, weeskinderen of kinderen in rurale gebieden over het algemeen nog minder toegang tot dergelijke rapporteringssystemen.

Geweld: een universele kinderrechtenschending

Geen enkele gemeenschap is vrij van geweld. Bepaalde factoren versterken echter dat bepaalde gemeenschappen meer geweld kennen dan anderen. In gemeenschappen die gekenmerkt worden door armoede, hoge werkloosheidscijfers, slechte huisvesting, lage onderwijskansen en weinig sociale voorzieningen komt geweld vaker voor.

Het inkomen, het opleidingsniveau en de opvoedingsstijlen van mogelijke daders spelen een belangrijke rol net zoals gedragspatronen die ontstaan vanuit heersende tradities, cultuurpatronen, bepaalde stereotypen en houdingen ten opzichte van kinderen (zo bijvoorbeeld het feit dat kinderen volwassenen niet mogen tegen spreken).

Geweld tegen kinderen wordt ook gekenmerkt door een belangrijke genderdimensie. Jongens en meisjes worden immers op verschillende manieren geconfronteerd met geweld. Jongens worden vaker het slachtoffer van fysiek geweld, meisjes dan weer vaker van seksueel geweld. In landen waar meisjes een lagere

sexuelle. Dans les pays où elles disposent d'un statut inférieur, les filles seront plus fréquemment victimes de négligence. Dans d'autres pays, les garçons courent plus de risques d'être confrontés à des formes de violence très extrêmes.

Un certain nombre de tendances et d'évolutions plus générales augmentent le risque de violence à l'égard des enfants. Citons l'immigration, les épidémies comme celle du sida, les catastrophes naturelles et la présence d'armes, d'alcool et de drogues dans une société. Certains groupes d'enfants courent encore plus de risques que d'autres d'être victimes de violence. Tel est le cas, par exemple, des enfants affectés par le VIH/sida, des enfants handicapés ou des enfants issus de familles pauvres.

Dans les pays en développement, la situation est telle que les enfants y sont plus souvent victimes de violences. Dans beaucoup de ces pays du sud, la cohésion sociale et les structures sociales reposent sur des normes et des valeurs qui sont propres aux sociétés patriarcales et qui impliquent une répartition traditionnelle des tâches entre les hommes et les femmes, le respect des anciens et le strict respect de la hiérarchie. Malheureusement, ces aspects socioculturels ont aussi pour conséquence d'accroître les risques de violences à l'égard des enfants.

En outre, il est établi que la pauvreté qui règne dans les pays en développement est un facteur aggravant. L'absence de pouvoirs publics puissants, attentifs et efficaces est préjudiciable à la mise en place d'une politique de prévention, de lutte et de répression en matière de violence. Souvent, par manque d'argent, il n'y a pas de suivi ni d'accompagnement pour aider les parents dans l'éducation de leurs enfants, il n'y a aucune prise en charge prévue pour les enfants victimes de violences, les classes sont souvent surpeuplées et les enseignants ne sont pas suffisamment formés, la police et la justice ne disposent pas de moyens suffisants ni d'une assise institutionnelle suffisante pour entamer effectivement des recherches et des poursuites à l'encontre des auteurs d'actes de violence.

Protéger les enfants contre la violence: un droit, une nécessité!

Les enfants ont droit à une protection contre toutes les formes de violence physique, sexuelle ou psychologique, d'exploitation et de négligence. En effet, la violence à l'égard des enfants est toujours contraire à la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE).

status hebben, zullen zij vaker het slachtoffer worden van verwaarlozing. In andere landen hebben jongens dan weer meer kans om met zeer extreme vormen van geweld in aanraking te komen.

Een aantal meer algemene trends en evoluties vergroten het risico op geweld tegen kinderen zoals migratie, epidemieën zoals aids, natuurrampen en de aanwezigheid van wapens, alcohol en drugs in een samenleving. Bepaalde groepen kinderen lopen extra veel risico om het slachtoffer te worden van geweld. Men denke bijvoorbeeld aan kinderen met hiv/aids of gehandicapte kinderen of kinderen uit arme gezinnen.

De situatie in ontwikkelingslanden leidt er toe dat kinderen in het Zuiden vaker het slachtoffer worden van geweld. De sociale cohesie en maatschappelijke structuren in veel landen in ontwikkeling steunen op normen en waarden die eigen zijn aan patriarchale samenlevingsvormen en verband houden met een traditionele taakverdeling tussen mannen en vrouwen, respect voor ouderen en een strikt respect voor hiërarchie. Jammer genoeg zijn deze sociaal-culturele aspecten ook een versterkende factor van geweld tegen kinderen in landen in het Zuiden.

Bovendien staat het vast dat armoede in ontwikkelingslanden het probleem versterkt. De afwezigheid van een vermogende, zorgende en efficiënte overheid is een groot gebrek in het vermijden of preventief optreden, bestrijden en bestraffen van geweld. Zo is er bijvoorbeeld vaak geen geld voor de opvolging en begeleiding van ouders bij de opvoeding van hun kinderen, kinderen die het slachtoffer worden van geweld kunnen geen beroep doen op hulpverlening, klassen zijn vaak overvol en leerkrachten niet voldoende opgeleid en/of politie en justitie beschikken over onvoldoende middelen en zijn onvoldoende institutioneel onderbouwd om daders effectief op te sporen en te vervolgen.

Kinderen beschermen tegen geweld: een recht, een noodzaak!

Kinderen hebben recht op bescherming tegen alle vormen van fysiek, seksueel of psychologisch geweld, uitbuiting en verwaarlozing. Geweld tegen kinderen is immers altijd in strijd met het Internationaal Verdrag voor de Rechten van het Kind (IVRK).

En outre, elle compromet très gravement le développement équilibré des enfants. Il va de soi que la violence nuit directement à la santé des enfants. Mais c'est aussi de manière indirecte qu'elle porte un grave préjudice aux enfants. En effet, la violence peut induire toutes sortes de problèmes psychologiques, des symptômes d'anxiété et des troubles du développement. Elle entraîne également une diminution des résultats scolaires et des difficultés à nouer des relations intimes. De plus, la violence appelle elle-même la violence. Les enfants victimes de violences auront eux-mêmes davantage tendance, une fois devenus adultes, à recourir à la violence à l'égard des enfants. Ainsi, la violence s'auto-alimente.

La violence sexuelle peut avoir un impact négatif sur la santé sexuelle et reproductive des enfants. Le sida, d'autres affections sexuellement transmissibles et les grossesses adolescentes ne sont que quelques conséquences parmi d'autres de la violence sexuelle à l'égard des enfants.

La violence à l'égard des enfants a également des répercussions sur le fonctionnement de la société dans son ensemble. Elle détricote le tissu social et réduit les chances en matière d'enseignement pour des générations entières. La violence à l'égard des enfants freine le développement de l'hémisphère sud. Elle a notamment un impact négatif sur la réalisation de plusieurs objectifs du millénaire, dont l'OMD 2 Assurer l'éducation primaire pour tous, l'OMD 3 Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et les OMD 4 et 5 Réduire la mortalité infantile et Améliorer la santé maternelle.

Christian BROTCORNE (cdH)

Geweld tegen kinderen is bovendien uitermate schadelijk voor een evenwichtige ontwikkeling van kinderen. Geweld schaadt uiteraard rechtstreeks de gezondheid van kinderen. Maar ook indirect brengt geweld kinderen ernstige schade toe. Geweld kan immers leiden tot allerlei psychologische problemen, angst- en ontwikkelingsstoornissen. Ook verminderde schoolprestaties en problemen met het aangaan van intieme relaties zijn het gevolg. Bovendien leidt geweld vanzelf tot meer geweld. Kinderen die het slachtoffer worden van geweld zullen later zelf sneller geweld gebruiken tegen kinderen. Zo houdt het geweld zichzelf in stand.

Seksueel geweld kan nefaste effecten hebben op de seksuele en reproductieve gezondheid van kinderen. iv/ aids, andere seksueel overdraagbare aandoeningen en tienerzwangerschappen zijn slechts enkele gevolgen van seksueel geweld tegen kinderen.

Geweld op kinderen heeft ook gevolgen voor het functioneren van de maatschappij als geheel. Het leidt tot schade aan het sociale weefsel en verminderde onderwijskansen voor hele generaties. Geweld tegen kinderen plaatst een rem op de ontwikkeling in het Zuiden. Geweld heeft onder meer een negatieve invloed op het bereiken van verschillende millenniumdoelstellingen waaronder MDG 2 universeel lager onderwijs, MDG 3 gelijke onderwijskansen voor meisjes en MDG 4 en 5 de strijd tegen kinder- en moedersterfte.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

I. Droits de l'enfant et droits de l'homme

A. considérant la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE — 20 novembre 1989), notamment les articles 19, 28, 34 et 39; la CIDE prévoit que les enfants ont droit à une protection contre toutes les formes de violence physique, sexuelle ou psychologique, d'exploitation et de négligence; en ce qui concerne la violence à l'école, la CIDE précise que la discipline scolaire doit être appliquée d'une manière compatible avec la dignité de l'enfant en tant qu'être humain et qu'il faut interdire en milieu scolaire tous les châtimens corporels et peines dégradantes et/ou préjudiciables. Conformément à la CIDE, les victimes de violence ont droit à un soutien dans le cadre de leur réadaptation physique et psychologique et de leur réinsertion sociale;

B. se référant à l'Observation générale n° 8 (2 mars 2007) du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies sur le droit de l'enfant à une protection contre les châtimens corporels et les autres formes cruelles ou dégradantes de châtimens, qui stipule que toutes les formes de violence physique à l'égard des enfants, en ce compris toutes les formes de châtimens corporels, sont contraires à la CIDE. En outre, les châtimens non corporels qui sont dommageables, cruels ou dégradants sont également contraires à la CIDE;

C. tenant compte du fait que la CIDE adopte une approche holistique des droits de l'enfant et que la violence à l'égard des enfants constitue une violation non seulement des droits de protection qui leur sont propres mais aussi de tous les droits de l'enfant, en ce compris les droits de survie, de développement et de participation;

D. tenant compte de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH — 10 décembre 1948), notamment les articles 3, 5 et 16;

E. tenant compte du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP — 19 décembre 1966), notamment les articles 6, 7 et 24;

F. tenant compte du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC — 19 décembre 1966), notamment l'article 10;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

I. Kinderrechten en mensenrechten

A. rekening houdend met het Internationaal Verdrag voor de Rechten van het Kind (IVRK — 20 november 1989), in het bijzonder de artikelen 19, 28, 34, 39; het IVRK stelt dat kinderen recht hebben op bescherming tegen alle vormen van lichamelijke, geestelijke mishandeling en uitbuiting m.i.v. seksueel misbruik en verwaarlozing, met betrekking tot geweld op school preciseert het IVRK dat de handhaving van de discipline op school verenigbaar moet zijn met de menselijke waardigheid van het kind en dat alle lijfstraffen en vernederende en/of schadelijke straffen op school verboden moeten worden. Slachtoffers van geweld hebben volgens het IVRK het recht op ondersteuning bij hun lichamelijk en geestelijk herstel en herintegratie in de maatschappij;

B. verwijzend naar het *General Comment* nr. 8 (2 maart 2007) van het VN Comité voor de Rechten van het Kind over de bescherming van kinderen tegen fysieke en andere wrede of vernederende straffen dat bepaalt dat alle vormen van fysiek geweld tegen kinderen met inbegrip van alle vormen van lijfstraffen, niet in overeenstemming zijn met het IVRK. Bovendien zijn ook niet-fysieke straffen die schadelijk, wreed of vernederend zijn niet in overeenstemming met het IVRK;

C. rekening houdend met het feit dat het IVRK een holistische benadering van de kinderrechten hanteert en dat geweld tegen kinderen niet enkel een inbreuk vormt op de beschermingsrechten van kinderen maar een inbreuk vormt op alle kinderrechten met inbegrip van overlevings-, ontwikkelings- en participatierechten;

D. rekening houdend met de Universele Verklaring voor de Rechten van de Mens (UDHR — 10 december 1948), in het bijzonder de artikels 3, 5 en 16;

E. rekening houdend met het Internationaal Verdrag inzake Burgerrechten en Politieke Rechten (ICCPR — 19 december 1966), in het bijzonder de artikels 6, 7 en 24;

F. rekening houdend met het Internationaal Verdrag inzake Economische, Sociale en Culturele Rechten (ICESCR — 19 december 1966), in het bijzonder artikel 10;

G. tenant compte de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW — 18 décembre 1979), notamment les articles 5, 6 et 10;

H. tenant compte de la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (10 décembre 1984);

I. tenant compte de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes (DEVAW — 20 décembre 1993);

J. vu la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (1990) et le Protocole relatif aux droits de la femme en Afrique (juillet 2003). En vertu de ce protocole, les États doivent prendre des mesures en vue de réprimer toutes formes de violence à l'égard des femmes, d'identifier les causes de violence, de sanctionner les contrevenants et d'assurer la réhabilitation effective des victimes;

K. vu la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (1990) qui prévoit que les autorités doivent prendre toutes les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives spécifiques pour protéger les enfants contre toutes formes de violence et de traitement inhumain, en ce compris les abus et négligences physiques, sexuels et mentaux;

II. Résolutions, rapports et projets politiques internationaux

A. constatant que plusieurs objectifs de développement pour le Millénaire qui résultent du Sommet du Millénaire des Nations Unies et de la Déclaration du Millénaire des Nations Unies (septembre 2000) sont influencés négativement par les violences quotidiennes que subissent les enfants du monde entier. La violence à l'égard des enfants entrave la réalisation aussi bien de l'OMD 2 Assurer l'éducation primaire pour tous, que de l'OMD 3 Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, de l'OMD 4 Réduire la mortalité infantile, de l'OMD 5 Améliorer la santé maternelle ou de l'OMD 6 La lutte contre le VIH/SIDA, la malaria et d'autres maladies;

B. vu le Forum mondial sur l'éducation de Dakar (avril 2000), les objectifs d'«Éducation pour tous» et l'importance de la lutte contre les violences en milieu scolaire en vue de réaliser les objectifs d'éducation pour tous;

C. vu le Rapport mondial sur la violence et la santé de l'OMS (2002);

G. rekening houdend met het VN-Verdrag over de Uitbanning van Alle Vormen van Discriminatie van Vrouwen (CEDAW — 18 december 1979), in het bijzonder de artikels 5, 6 en 10;

H. rekening houdend met het VN-Verdrag tegen Foltering en andere Wrede, Onmenselijke of Onterende Behandeling of Bestrafing (10 december 1984);

I. rekening houdend met de VN-Verklaring inzake de Eliminatie van Geweld tegen Vrouwen (DEVAW — 20 december 1993);

J. gelet op het Afrikaans Charter inzake Mensen en Volkerenrechten (1990), en het Protocol over de Rechten van de Vrouwen in Afrika (juli 2003). Dit Protocol vereist dat Staten maatregelen nemen om alle vormen van geweld tegen vrouwen te onderdrukken, om de oorzaken te identificeren, om de overtredders te bestraffen en om een effectieve rehabilitatie van de slachtoffers te verzekeren;

K. gelet op het Afrikaans Handvest inzake de Rechten en de Welvaart van het Kind (1990) dat bepaalt dat overheden alle mogelijke wetgevende, administratieve, sociale en onderwijskundige maatregelen moeten nemen om kinderen te beschermen tegen alle vormen van geweld en onmenselijke behandeling met inbegrip van fysiek, seksueel en mentaal misbruik en verwaarlozing;

II. Internationale resoluties, rapporten en beleidsplannen

A. gelet op de vaststelling dat verschillende Milleniumontwikkelingsdoelstellingen, die voortkomen uit de VN Millennium Top en de VN Millennium Verklaring (september 2000), negatief beïnvloed worden door het wijdverspreide dagelijks geweld tegen kinderen. Geweld tegen kinderen zet zowel een rem op het bereiken van MDG 2 Basisonderwijs voor iedereen, MDG 3 Gelijke behandeling tussen mannen en vrouwen, MDG 4 Kindersterfte terugdringen, MDG 5 Moedersterfte terugdringen als MDG 6 De strijd tegen hiv/aids, malaria en andere ziekten;

B. gelet op het *World Education Forum* van Dakar (april 2000) en de *“Education For All”* doelstellingen en het belang van de strijd tegen schoolgerelateerd geweld voor het bereiken van onderwijs voor iedereen;

C. gelet op het Wereld Rapport over Geweld en Gezondheid van de WHO (2002);

D. se référant à la Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies "Un monde digne des enfants" (6 mai 2002) qui confirme l'obligation pour les États de protéger les droits de tous les enfants, qui met en avant un plan d'action pour réaliser "un monde digne des enfants" qui appelle notamment à protéger les enfants contre toutes les formes de violence, d'abus, d'exploitation et qui préconise à cet effet plusieurs stratégies (paragraphe 7, 41-45);

E. renvoyant à la Déclaration de Paris (2005) et à l'Agenda d'action d'Accra (2008) sur l'efficacité de l'aide, qui vise à accroître l'impact de l'aide au développement en promouvant des partenariats plus efficaces entre les pays donateurs et les pays bénéficiaires;

F. vu le rapport et les recommandations de l'Étude des Nations Unies sur la Violence à l'encontre des enfants (UNVAC — 2006) et la note correspondante du Secrétaire général des Nations Unies sur la Violence à l'encontre des enfants (29 août 2006);

G. compte tenu du fait que Mme Marta Santos Pais a été nommée, en mai 2009, représentante spéciale sur la violence à l'encontre des enfants par le secrétaire général des Nations Unies;

H. se référant au rapport de l'Unicef intitulé "Progrès pour les enfants: un bilan de la protection de l'enfant", publié en septembre 2009;

III. Législation et politique belges

A. se référant à la loi du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale belge, dont l'article 8 modifié désigne, depuis 2005, le respect des droits de l'enfant comme un thème transsectoriel (*Moniteur belge* du 19 juillet 2005);

B. renvoyant à la note stratégique intitulée "Le respect des droits de l'enfant dans la coopération au développement" (transmise au Parlement en mars 2008 par le ministre de la Coopération au développement) qui indique de quelle manière le thème transsectoriel du respect des droits de l'enfant peut être intégré dans la coopération belge au développement. Plusieurs paragraphes de la note stratégique en question concernent explicitement la lutte contre la violence quotidienne; il s'agit des paragraphes 12, 14, 30, 33, 57, 62, 64 à 68, 80 à 84, 96 et 97;

C. renvoyant au rapport de l'échange de vues sur la note stratégique intitulée "Le respect des droits de l'enfant dans la coopération au développement" qui a eu lieu en commission des Relations extérieures de la Chambre (rapport du 29 juillet 2008);

D. verwijzend naar de VN Resolutie "A World Fit for Children" van de Algemene Vergadering (6 mei 2002) die de verplichting van de Staten om de rechten van alle kinderen te beschermen bevestigt, een actieplan naar voor schuift om "een wereld geschikt voor kinderen" te realiseren en onder andere oproept kinderen te beschermen tegen alle vormen van geweld, misbruik, uitbuiting en hiervoor een aantal strategieën poneert (paragrafen 7, 41-45);

E. verwijzend naar de Verklaring van Parijs (2005) en de Accra-agenda (2008) over de doeltreffendheid van hulp die poogt om de impact van ontwikkelingshulp te vergroten door doeltreffender partnerschappen te promoten tussen donorlanden en begunstigde landen;

F. gelet op het rapport en de aanbevelingen van de VN-Studie over Geweld tegen Kinderen (UNVAC — 2006) en de bijbehorende nota van de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties over Geweld tegen Kinderen (29 augustus 2006);

G. gelet op de aanstelling in mei 2009 van Mevrouw Marta Santos Pais tot Speciaal Vertegenwoordiger voor de bestrijding van geweld tegen kinderen door de secretaris generaal van de Verenigde Naties;

H. verwijzend naar het Unicef rapport "Progress for Children: a report card on child protection", (september 2009);

III. Belgische wetgeving en beleid

A. verwijzend naar de wet van 25 mei 1999 inzake de Belgische internationale samenwerking waarin sinds 2005 kinderrechten als transversaal thema zijn opgenomen in het artikel 8, zoals gewijzigd (*Belgisch Staatsblad* van 19 juli 2005);

B. verwijzend naar de strategienota "Eerbied voor de Rechten van het Kind" (overgezonden door de minister van Ontwikkelingssamenwerking aan het Parlement in maart 2008). De strategienota geeft aan op welke manier het transversale thema kinderrechten geïmplementeerd kan worden binnen de Belgische ontwikkelingssamenwerking. Verschillende paragrafen in de strategienota hebben nadrukkelijk betrekking op de strijd tegen dagelijks geweld; met name de paragrafen 12, 14, 30, 33, 57, 62, 64-68, 80-84, 96-97;

C. verwijzend naar het verslag van de gedachtewisseling over de strategienota "Eerbied voor de Rechten van het Kind" in de Kamercommissie voor Buitenlandse Betrekkingen van 29 juli 2008;

D. tenant compte du fait qu'il est actuellement impossible d'avoir un aperçu univoque du budget que l'État belge consacre à la lutte contre la "violence quotidienne à l'encontre des enfants";

E. tenant compte du fait que la note de politique générale du 5 novembre 2008 du ministre de la Coopération au développement se penche sur la lutte contre une série de violations extrêmes des droits de l'enfant, telles que le travail des enfants dans le secteur du cacao en Afrique de l'Ouest et le recours aux enfants soldats dans la région des Grands Lacs, mais qu'elle ne souffle mot sur la lutte contre la problématique mondiale et très répandue que représente la violence quotidienne à l'encontre des enfants;

F. compte tenu du fait que la note de politique sectorielle Enseignement du ministre de la Coopération au développement est revue en ce moment et considérant l'opportunité ainsi offerte d'inclure la lutte contre la violence à l'école dans la politique belge de coopération au développement en matière d'enseignement;

G. vu l'audition du 12 mai 2009 en commission des Relations extérieures de la Chambre et du Sénat à propos de la violence quotidienne à l'encontre des enfants dans le Sud, et renvoyant au rapport de ladite audition (4-1349/1);

H. se référant à la réponse du gouvernement à la question écrite de la sénatrice Sabine de Bethune sur les efforts fournis par la Coopération belge au développement pour lutter contre la violence quotidienne à l'encontre des enfants dans le Sud (n° 4-3838);

IV. La société civile

A. se référant à la conférence "Droits de l'enfant et coopération au développement", du 18 novembre 2004;

B. renvoyant au rapport de la Conférence sur la violence à l'encontre des enfants en Belgique et dans le monde, organisée au Palais d'Egmont le 6 décembre 2006;

C. se référant à la campagne de sensibilisation de Plan Belgique organisée au printemps 2008 et à la lettre d'information diffusée dans ce cadre et intitulée "Stop aux violences quotidiennes faites aux enfants dans le Sud";

D. renvoyant à la campagne et au rapport *Learn without Fear* (2008) de Plan International, qui abordent le problème de la violence à l'école;

D. rekening houdend dat het thans niet mogelijk is om een eenduidig overzicht te hebben van het budget dat de Belgische overheid vrijmaakt in de strijd tegen "dagelijks geweld tegen kinderen";

E. rekening houdend met het feit dat de algemene beleidsnota van de minister van Ontwikkelingssamenwerking (5 november 2008) aandacht besteedt aan de strijd tegen een aantal extreme kinderrechtschendingen zoals de inzet van kinderarbeid in cacaosector in West-Afrika en het gebruik van kindsoldaten in de regio van de Grote Meren, maar dat de strijd tegen het wereldwijde en veel voorkomende dagelijkse geweld tegen kinderen niet wordt vernoemd;

F. gelet op het feit dat de sectorale beleidsnota Onderwijs van de minister voor Ontwikkelingssamenwerking op dit ogenblik herzien wordt en de kansen die dit schept om de strijd tegen schoolgerelateerd geweld op te nemen in het Belgische ontwikkelingsbeleid rond onderwijs;

G. gelet op de hoorzitting in de commissie Buitenlandse Betrekkingen van de Kamer en de Senaat van 12 mei 2009 over het dagelijks geweld tegen kinderen in het Zuiden en verwijzend naar het verslag van deze hoorzitting (4-1349/1);

H. verwijzend naar het antwoord van de regering op de schriftelijke vraag van senator Sabine de Bethune over de inspanningen van de Belgische ontwikkelingsamenwerking in de strijd tegen het dagelijks geweld tegen kinderen in het Zuiden (nr. 4-3838);

IV. Het middenveld

A. verwijzend naar de Conferentie "Kinder(recht)en en Ontwikkelingssamenwerking" van 18 november 2004;

B. verwijzend naar het verslag van de Conferentie over geweld tegen kinderen in België en in de Wereld die plaatsvond in het Egmontpaleis op 6 december 2006;

C. verwijzend naar de sensibiliserende voorjaarscampagne van Plan België in 2008 en de bijbehorende nieuwsbrief "Stop het dagelijks geweld tegen kinderen";

D. verwijzend naar de campagne en het rapport *Learn Without Fear* (2008) van Plan International waarin het probleem van schoolgerelateerd geweld wordt aangekaart;

V. Chiffres

A. compte tenu du fait que, d'après le rapport des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants, 40 millions d'enfants subissent des maltraitances chaque année, que 150 millions de filles et 73 millions de garçons de moins de 18 ans ont déjà été victimes de violences sexuelles, que 4 enfants sur 5 dans le monde reçoivent des châtiments corporels à la maison; que, parmi ceux-ci, 3 enfants sur 10 se voient infliger des châtiments corporels très sévères, et qu'au moins 1 enfant sur 5 a été maltraité physiquement ou psychologiquement au cours des 30 derniers jours;

B. considérant que 24 pays seulement ont interdit complètement les châtiments corporels à l'encontre des enfants, que 90 pays autorisent encore aujourd'hui les châtiments corporels à l'école et que 155 pays n'interdisent pas les châtiments corporels à la maison²;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT:

1. conformément au paragraphe 104 de la note stratégique "Le respect des droits de l'enfant dans la coopération au développement", de faire en sorte que les enfants se trouvant dans des situations de violence et d'exploitation fassent l'objet d'une attention particulière et prioritaire dans sa note stratégique en matière de coopération au développement, dans son dialogue politique avec les pays partenaires et dans les programmes indicatifs de coopération. Il est capital de ne pas limiter son attention à quelques formes de violence concrètes et frappantes, mais de viser une approche intégrale destinée à protéger les enfants contre toute forme de violence;

2. conformément au paragraphe 62 et, par extension, aux paragraphes 64 à 67 de la note stratégique "Le respect des droits de l'enfant dans la coopération au développement", d'encourager et d'aider activement les pays partenaires à créer un "environnement protecteur" destiné à protéger tous les enfants (au moyen de la coordination, de la sensibilisation, du renforcement des capacités et des institutions, et de l'amélioration de la collecte de données) contre toute forme de violence, y compris la violence quotidienne. À cet égard, il est essentiel d'œuvrer à une coopération et à une harmonisation avec les autorités locales, les autres donateurs et les ONG;

² Global Initiative to End All Corporal Punishment.

V. Cijfers

A. rekening houdend met het feit dat volgens het VN-rapport over geweld tegen kinderen er elk jaar 40 miljoen kinderen worden mishandeld, dat er 150 miljoen meisjes en 73 miljoen jongens jonger dan 18 jaar ooit het slachtoffer geworden zijn van seksueel geweld, dat 4 op 5 kinderen wereldwijd thuis lijfstraffen krijgen waarvan 3 op de 10 zeer zware lijfstraffen en dat minstens 1 op de 5 kinderen in de voorbije 30 dagen fysiek of psychologisch werd mishandeld;

B. rekening houdend met het feit dat slechts 24 landen lijfstraffen op kinderen volledig verboden hebben, dat 90 landen lijfstraffen op school nog altijd toelaten en dat 155 landen geen verbod kennen op lijfstraffen thuis²;

VRAAGT DE REGERING:

1. conform paragraaf 104 van de Strategienota "Eerbied voor de Rechten van het Kind", bijzondere en prioritaire aandacht te schenken aan kinderen in een situatie van geweld of uitbuiting in haar beleidsnota ontwikkelingssamenwerking, de beleidsdialoog met haar partnerlanden en de Indicatieve Samenwerkingsprogramma's. Het is cruciaal dit niet te beperken tot een aantal concrete en opvallende vormen van geweld maar een integrale benadering na te streven die kinderen beschermt tegen elke vorm van geweld;

2. in overeenstemming met paragraaf 62 en bij uitbreiding de paragrafen 64 tot 67 van de Strategienota "Eerbied voor de Rechten van het Kind" partnerlanden aan te moedigen en actief te ondersteunen om "beschermende omgevingen" te scheppen die alle kinderen (via coördinatie, sensibilisering, capaciteitsopbouw en institutionele versterking en verbeterde gegevensverzameling) beschermen tegen alle vormen van geweld, inclusief dagelijks geweld. Samenwerking en afstemming met lokale overheden, andere donoren en ngo's is hierbij cruciaal;

² Global Initiative to End All Corporal Punishment.

3. de faire en sorte que les efforts qui ont été fournis dans le passé pour inscrire à l'agenda international la violence à l'encontre des enfants dans le cadre de conflits armés, soient étendus à la lutte contre toutes les formes de violence à l'égard des enfants, y compris la violence quotidienne, en:

a) abordant dans sa globalité la problématique de la violence à l'encontre des enfants dans les enceintes internationales;

b) soutenant le bureau de la représentante spéciale sur la violence à l'encontre des enfants, Mme Marta Santos Pais;

c) abordant et en soutenant, par le biais de contacts diplomatiques, la lutte contre la violence quotidienne à l'encontre des enfants dans les pays du Sud;

4. dans le cadre de la politique sectorielle "Enseignement", de fournir des efforts ciblés pour lutter contre la violence à l'encontre des enfants à l'intérieur et à l'extérieur de l'école, en:

a) incitant et en aidant, dans le cadre du financement du secteur de l'enseignement, les pays partenaires à intégrer la protection des enfants contre la violence (à l'intérieur et à l'extérieur des écoles) dans la politique de l'enseignement;

b) faisant en sorte que la protection des enfants contre la violence soit intégrée dans le renforcement de la capacité institutionnelle des systèmes d'enseignement dans les pays partenaires;

c) investissant dans l'amélioration de la formation des enseignants dans les pays partenaires, en portant à cet égard une attention particulière aux compétences susceptibles de réduire le recours à la violence à l'école et d'encourager les méthodes éducatives et disciplinaires positives;

d) jouant un rôle de premier plan dans le cadre de la *Fast-Track Initiative* (FTI), dans le but d'intégrer la lutte contre la violence à l'école dans les critères à remplir pour pouvoir bénéficier du financement FTI.

14 octobre 2010

Christian BROTCORNE (cdH)

3. de inspanningen die in het verleden geleverd werden om geweld tegen kinderen in gewapende conflicten op de internationale agenda te plaatsen, uit te breiden naar de strijd tegen alle vormen van geweld tegen kinderen, met inbegrip van dagelijks geweld, door:

a) geweld tegen kinderen in het algemeen aan te kaarten op internationale fora;

b) het bureau van de Speciaal Vertegenwoordiger voor Geweld tegen Kinderen, mevrouw Marta Santos Pais, te ondersteunen;

c) via diplomatieke contacten de strijd tegen dagelijks geweld op kinderen in landen in het Zuiden ter sprake te brengen en te ondersteunen;

4. via de sectorstrategie "Onderwijs" specifieke inspanningen te leveren om geweld tegen kinderen binnen én buiten het onderwijs te bestrijden door:

a) in het kader van sectorfinanciering in het onderwijs, partnerlanden aan te sporen om en te ondersteunen bij de integratie van de bescherming van kinderen tegen geweld (binnen én buiten het onderwijs) in het onderwijsbeleid;

b) de bescherming van kinderen tegen geweld te integreren in de institutionele capaciteitsversterking van onderwijssystemen in de partnerlanden;

c) te investeren in de verbetering van de opleiding van leerkrachten in de partnerlanden en hierbij specifiek aandacht te besteden aan competenties die het gebruik van geweld op scholen kunnen verminderen en positieve opvoedings- en disciplinestijlen stimuleren;

d) binnen het *Fast-Track Initiative* (FTI) een leidende rol opnemen om de strijd tegen geweld in het onderwijs vast te leggen als één van de criteria om in aanmerking te komen voor FTI financiering.

14 oktober 2010